

Au Conseil d'État par
Mme Christelle Luisier Brodard
Présidente du Conseil d'État
Place du Château 1
1014 Lausanne

Lausanne, le 25 novembre 2024

Demande d'ouverture de négociations salariales

Madame la Présidente du Conseil d'État

Par la présente, nous vous demandons l'ouverture rapide de négociations salariales au vu de la situation qui prévaut pour les salarié·e·s des services publics et des secteurs subventionnés, en matière d'indexation salariale.

«Au cours de la période 2020-2022, la croissance réelle du salaire médian est restée stable (+0,0%) dans le secteur privé (...). En revanche, dans le secteur public, le salaire réel a baissé de 4,3% sur la même période» écrit Statistiques Vaud (Numerus 04/2024).

Cette baisse s'est encore renforcée en 2023 (indexation de 1,4% alors que l'indice des prix à la consommation (IPC) se montait à 3%) et n'a été que très faiblement rattrapée en 2024 (indexation de 0,2% puis de 1,7%, l'IPC étant alors de 1,7%).

En termes réels, pour le salaire médian de la fonction publique, 7670.- en 2020, la perte de salaire réel entre 2020 et 2024 se monte à 450.- par mois par rapport au seul IPC.

De plus, comme chacun·e peut le constater, l'IPC ne reflète en rien l'augmentation réelle du coût de la vie, puisque les primes d'assurance maladie, pour ne prendre que cet exemple, ont augmenté de 6,1% en 2023, de 9,9% en 2024 et de 6,4% en 2025.

La baisse du salaire réel des employé·e·s des services publics vaudois est donc extrêmement conséquente, c'est la raison pour laquelle nous vous demandons d'ouvrir des négociations salariales qui doivent aboutir à un rattrapage des salaires et donc, a minima, à un retour à la valeur des salaires de 2019. Nous réitérons ainsi une demande faite l'an dernier et restée lettre morte ; ce que nous ne saurions accepter.

À ce titre, nous demandons également que les montants (78 millions) qui figurent dans le projet de budget 2025 que vous avez soumis au Grand Conseil soient entièrement attribués aux salaires des secteurs public et parapublic concernés.

FSF

ssp  vaud

Sud

Dans l'attente de votre réponse et d'une date de rencontre pour débiter ces négociations, nous vous adressons, Madame la Présidente du Conseil d'État, nos salutations les meilleures.

Pour la FSF

Céline Misiego

Pour le SSP

Cora Antonioli

Pour SUD

Aristides Pedraza